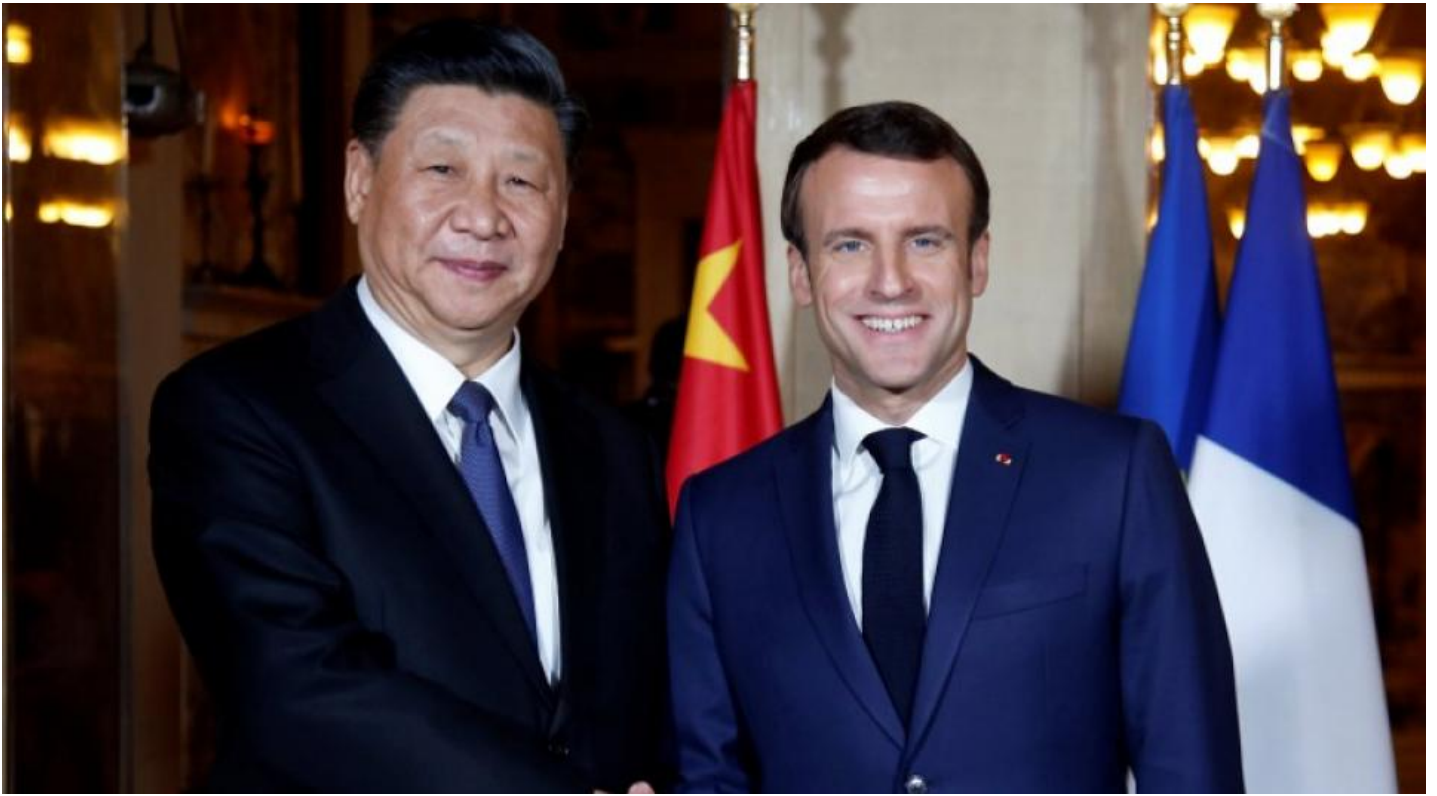


Xi Jinping à Paris : pourquoi le président chinois arrive moins en position de force qu'on pourrait le croire



Xi Jinping est arrivé ce dimanche en France pour une visite officielle de trois jours. Il s'entretiendra ce lundi avec Emmanuel Macron avant une réunion très anticipée très anticipée ce mardi à l'Élysée aux côtés de Jean-Claude Juncker et Angela Merkel.

Avec Emmanuel Lincot

Avec Barthélémy Courmont

Atlantico : Xi Jinping est arrivé ce dimanche en France pour une visite officielle de trois jours. Alors qu'il est contesté au sein même du parti communiste chinois et que les tensions entre la Chine et les États-Unis sont nombreuses, qu'a-t-il à gagner de cette visite en France ? L'importance de l'alliance entre la Chine et la France est-elle plus importante aux yeux du président chinois qu'on ne pourrait le croire ?

Emmanuel Lincot : L'histoire nous dira si Xi Jinping joue son va-tout dans la promotion de sa politique des Nouvelles Routes de la soie auprès des Européens et dans le reste du monde à un moment crucial de sa propre évolution au sein du Parti Communiste Chinois. Sa politique semble de plus en plus contestée et les plans de relance en Chine même butent sur des faits têtus : l'économie chinoise est en récession. Cette stratégie des Nouvelles Routes de la soie doit répondre à cet écueil auquel se conjugue un changement de paradigme de l'économie chinoise. Elle n'est déjà plus l'"atelier du monde" mais un laboratoire d'expérimentation pour l'économie du numérique. La coopération technologique dans ce contexte avec l'Europe est absolument cruciale d'autant que les sanctions américaines produisent chaque mois davantage leurs effets.

La relation par ailleurs avec la France s'inscrit dans la célébration du 55ème anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la France du général De Gaulle et la République populaire de Chine. Une relation d'exception qui confère à la France un statut envié en tant qu'interlocuteur privilégié voire exclusif de la Chine pour l'ensemble des pays de l'Union Européenne. Un signe ne trompe d'ailleurs pas : la chancelière allemande et Jean-Claude Juncker recevront aux côtés du Chef de l'Etat français le Président Xi Jinping.

Barthélémy Courmont : Cette visite, autant que la relation Chine-Europe, est de fait très importante pour le président chinois. La Chine est confrontée à de multiples défis, en parallèle à son affirmation de puissance sur la scène internationale. Défis économiques avec un modèle de croissance modifié et un risque d'impact social. Défis écologiques, sécuritaires... il serait illusoire de considérer que tout va pour le mieux en Chine. Dans ce contexte, la légitimité des dirigeants est exposée et, au sein de l'Etat-parti, il est vrai que la légitimité de Xi Jinping est exposée à des critiques de ceux qui manifestent leur désaccord avec sa politique. Plusieurs courants cohabitent au sein du Parti communiste chinois, et chacun attend son heure en mettant en avant les failles dans la gouvernance.

Ainsi, Xi Jinping n'est pas à l'abri d'une remise en cause de son leadership, en particulier dès lors que ce sont les initiatives qu'il a lui

même formulées qui piétinent. C'est précisément le cas de la relation Chine-Europe. Que ce soit en matière de gouvernance mondiale ou de relations économiques et commerciales, Pékin voit dans l'Europe un partenaire de premier plan. Et le contexte de guerres commerciales avec Washington ne fait que renforcer ce sentiment. Xi Jinping s'est résolument engagé à accentuer les échanges avec l'Europe, et la visite d'Emmanuel Macron en Chine en janvier 2018 fut accueillie par les dirigeants chinois comme la possibilité d'entraîner, derrière la France, toute l'Union européenne dans son sillage, le long de ces nouvelles routes de la soie devenues obsessionnelles pour le président chinois. La réalité est plus nuancée : la France s'inquiète autant qu'elle se réjouit des perspectives de ces nouvelles routes de la soie ; et l'influence de Paris sur les autres capitales européennes reste limitée. Les projets chinois divisent les partenaires européens plus qu'ils ne les rassemblent, et c'est en ordre très dispersé que l'UE s'avance vers la Chine, là où c'est précisément un accord avec l'ensemble de l'Union que recherche Xi Jinping.

Mardi Xi Jinping s'entretiendra avec ses homologues français et allemand ainsi que Jean-Claude Juncker. S'il cherchera à gagner l'appui de l'Europe pour son projet de nouvelles routes de la soie, quels autres sujets pourraient être au cœur des discussions ?

Emmanuel Lincot : Il sera aussi question notamment des problèmes sécuritaires. La disparition de l'Etat Islamique en Mésopotamie l'amène à se recomposer en Asie centrale. En Afghanistan bien sûr mais aussi au Baloutchistan et au Cachemire. Ces régions sont gangrénées par le terrorisme international et peuvent contaminer d'autres pays en pleine restructuration. Je pense au Kazakhstan où la dispute pour le pouvoir a déjà commencé. Les problèmes du climat le seront aussi et en matière d'économie verte, les Européens peuvent proposer à la Chine nombre de compétences à condition que le projet des Nouvelles Routes de la soie soit ouvert à une réelle réciprocité et que les entreprises européennes puissent réellement investir en Chine.

Barthélémy Courmont : Xi Jinping veut que l'UE dans son ensemble adhère à son projet des nouvelles routes de la soie. C'est ce qui sera évoqué. Si Emmanuel Macron s'est montré mesuré quant à l'implication de la France, Angela Merkel et Jean-Claude Juncker se sont montrés très sceptiques, voire critiques. Même son de cloche du côté de la Commission. Xi Jinping a compris que si l'adhésion de pays d'Europe centrale et orientale, de la Grèce, de l'Italie... fait avancer son projet, ce n'est qu'une fois que ce dernier s'étendra à échelle continentale qu'il pourra être qualifié de succès.

La question de la gouvernance mondiale sera également au cœur des discussions, dans un contexte marqué par un repli de Washington et la nécessité d'avancer ensemble sur les enjeux environnementaux, numériques, sécuritaires... La Chine ne peut plus aujourd'hui être cantonnée dans un rôle de puissance exportatrice, et encore moins d'usine du monde. C'est désormais une grande puissance dont l'implication sur la scène internationale est indispensable. Les convergences entre Européens et Chinois sur ces questions, au-delà des difficultés économiques et des divergences profondes sur des sujets indispensables comme les droits de l'homme, doivent être rappelés, et c'est tout l'enjeu de ces rencontres de mardi, le moment le plus important de la tournée européenne de Xi Jinping.

L'Italie a rejoint hier le club des pays européens ayant conclu un protocole d'accord avec Pékin dans le cadre des nouvelles routes de la soie. A contrario, Paris et Berlin sont toujours très réticents à se joindre à cette initiative. Quel est le poids réel de ce désaccord sur l'actuelle crise de l'Union Européenne ? Et par extension, quelles pourraient-être les conséquences d'une avancée sur ce projet entre Paris, Berlin et Pékin ?

Emmanuel Lincot : Les Nouvelles Routes de la soie sont révélatrices de différends profonds entre Européens. Soit elles donneront la possibilité à Bruxelles d'un sursaut soit elles enterreront définitivement le projet européen. Nous sommes arrivés à un seuil de toute façon critique dont la Chine est le révélateur. Dans nos choix d'éthique également car coopérer avec la Chine pose aussi des questions sur nos responsabilités en tant que démocraties de faire le jeu de l'une des plus grandes dictatures du monde.

Barthélémy Courmont : Le fait que l'Italie se soit engagée dans les projets chinois sans prendre soin d'en discuter avec ses partenaires européens, de faire cavalier-seul, est une faute qui est à replacer dans le contexte politique de ce pays, et de la relation houleuse qu'il entretient avec Berlin et plus encore Paris. L'Italie n'est pas le premier pays à adhérer au projet chinois, mais il est le premier membre du G7, fondateur des institutions européennes et accessoirement troisième économie de l'Union après le départ du Royaume-Uni. Ce qui était problématique mais finalement minime dans le cas de pays comme la Grèce devient critique avec l'Italie et les divisions européennes générées par la stratégie chinoise passent un cap.

À ce titre, notons d'ailleurs que les nouvelles routes de la soie sont jusqu'à présent plus déstabilisantes que stabilisantes en Europe, ce qui n'est pas sinon plus une bonne nouvelle pour Pékin. Dans l'état actuel, un consensus européen est impossible, et cela a évidemment des répercussions politiques. Regardez le cas de la Suède qui vient d'annoncer être disposée à accueillir des réfugiés ouïgours... les divisions entre Européens sur la question chinoise rappellent à certains égards les dissonances sur le lien transatlantique en marge de la guerre d'Irak en 2003. Sauf que cette fois, c'est l'avenir de l'Union, sa cohésion, son poids sur la scène internationale et son économie qui sont en jeu.